

« Je transmets votre demande... ! » Quand tu n'as besoin de rien, tu demandes à qui ?...

La Fédération Générale des Fonctionnaires FO a maintes fois saisi les ministres de tutelle pour leur faire part de ses revendications ou solliciter des audiences, notamment sur :

- La prise en compte des périodes d'études pour l'obtention d'un diplôme d'Etat infirmier,
- La situation particulière des agents de l'administration centrale de Bercy,
- L'organisation de concours réservés pour les interprètes en langue des signes,
- La situation des directeurs d'établissement agricole et contrats aidés,
- La politique immobilière en faveur des agents publics de Mayotte,
- Le traitement indiciaire des élèves des IRA,
- La situation des contrôleurs du travail,
- Le logement des fonctionnaires.

Réponses du ministre de l'Action et des Comptes Publics ou du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique : « *je transmets votre demande au Directeur de la DGAFP ou à un autre directeur* » qui de son côté ne nous répond jamais, mais peut-être n'est-il même pas informé....

Voilà donc le dialogue social style « Darmanin-Dussopt » !

En résumé, un désintérêt total des organisations syndicales et donc de FO, première organisation syndicale de la Fonction publique de l'Etat et troisième sur l'ensemble des trois versants de la Fonction Publique.

Ces mêmes ministres qui ne comprennent pas la mobilisation des gilets jaunes, voire qui s'en indignent alors qu'eux-mêmes bafouent les règles élémentaires du dialogue social avec les organisations représentatives des salariés et en l'occurrence des fonctionnaires.

Comment s'étonner de l'émergence d'un tel mouvement quand, depuis des années, les restructurations des services publics associées à des milliers de suppressions de postes entraînent une désertification synonyme de moins de cohésion sociale et de moins d'égalité des droits !

Cette attitude irresponsable engendre un mécontentement et une colère montante chez les agents.

Alors quand le moment venu, nos mandants nous demanderont d'appeler à la grève dans l'ensemble des services publics, et peut-être plus largement encore, personne ne devra oublier comment et pourquoi nous en sommes arrivés là. Et surtout pas nos ministres...

A bon entendeur !

Fait à PARIS, le 9 janvier 2019

